6.2 Comptes sociaux

6.2.1 Comptes sociaux de bioMérieux SA pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2024

Bilan

Actif

<i>En millions d'euros</i>	Note	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Actif immobilisé :			
• Immobilisations incorporelles	3.1	167,9	171,7
• Immobilisations corporelles	3.2	373,5	345,7
• Participations et créances rattachées	3.3	1 047,1	889,8
• Autres immobilisations financières	3.3	124,4	152,8
Total		1 712,9	1 560,0
Actif circulant :			
• Stocks et en-cours	4	234,3	259,2
• Clients et comptes rattachés	5	514,9	482,6
• Autres créances d'exploitation	5	51,3	45,5
• Créances hors exploitation		49,5	47,8
• Disponibilités et cash pooling	6	878,3	450,2
Total		1 728,3	1 285,2
• Charges à répartir sur plusieurs exercices		0,3	0,4
• Écart de conversion actif	7	9,1	12,4
TOTAL ACTIF		3 450,6	2 858,1

Passif

	Note	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres :			
• Capital		12,0	12,0
• Primes		74,4	74,0
• Réserves		1 197,3	1 016,7
• Provisions réglementées et subventions		84,3	80,6
• Résultat de l'exercice		451,9	279,3
Total	8	1 819,9	1 462,7
Provisions	9	81,1	76,6
Dettes :			
• Emprunts et dettes financières	10	928,6	818,4
• Fournisseurs et comptes rattachés	11	334,7	253,1
• Autres dettes d'exploitation	11	258,6	217,7
• Dettes hors exploitation		27,2	29,2
Total		1 549,1	1 318,4
• Écart de conversion Passif	7	0,5	0,4
TOTAL PASSIF		3 450,6	2 858,1

Compte de résultat

<i>En millions d'euros</i>	2024	2023
Ventes marchandises et produits finis	1 277,4	1 228,1
Produits activités annexes	363,3	318,7
Chiffre d'affaires	1 640,7	1 546,8
Production stockée (encours + produits finis)	-18,4	32,0
Production immobilisée	9,4	14,1
Production activité	1 631,7	1 592,9
Achats	-638,5	-678,6
Variations stocks M.P./instruments	-9,1	17,3
Services extérieurs	-449,5	-416,7
Valeur ajoutée	534,6	514,8
Impôts, taxes et assimilés	-16,8	-16,3
Salaires et charges	-440,0	-407,9
Excédent brut d'exploitation	77,8	90,6
Amortissements et provisions	-77,7	-90,8
Autres produits et charges d'exploitation	-13,9	-12,4
Résultat d'exploitation	-13,8	-12,6
Charges et produits financiers	-0,8	-5,5
Produits et charges des participations	452,8	288,2
Résultat courant avant impôt	438,3	270,1
Résultat exceptionnel	-3,1	-5,8
Impôt sur les bénéfices	16,7	15,1
RÉSULTAT NET	451,9	279,3

6.2.2 Notes annexes

bioMérieux est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration régie par le Code de commerce et toutes autres lois et dispositions réglementaires en vigueur, immatriculée au

registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 673 620 399. Elle est constituée, depuis son origine, en France.

Le siège social de la Société est situé à Marcy l'Étoile (69280).

NOTE 1	Principes comptables généraux	310	NOTE 11	Fournisseurs et dettes d'exploitation	326
NOTE 2	Événements significatifs de l'exercice	310	NOTE 12	Charges à payer et produits à recevoir	327
NOTE 3	Immobilisations	311	NOTE 13	Chiffre d'affaires	327
NOTE 4	Stocks	318	NOTE 14	Frais de recherche et développement	328
NOTE 5	Clients et créances d'exploitation	318	NOTE 15	Charges et avantages du personnel	328
NOTE 6	Disponibilités	319	NOTE 16	Frais financiers nets	328
NOTE 7	Écarts de conversion	320	NOTE 17	Résultat exceptionnel	329
NOTE 8	Capitaux propres et plans d'attribution gratuite d'actions	321	NOTE 18	Impôt sur les sociétés	329
NOTE 9	Provisions pour risques et charges	322	NOTE 19	Instruments de couverture	330
NOTE 10	Endettement net	324	NOTE 20	Engagements hors bilan	332
			NOTE 21	Parties liées	333

NOTE 1 Principes comptables généraux

Les comptes sont établis conformément aux règlements n° 2015-06 et n° 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Au 31 décembre 2024, la Société a appliqué le nouveau règlement ANC 2024-02 relatif à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie, qui constitue un changement de méthode (cf. note 8). Le règlement ANC 2022-06 n'a pas été appliqué de manière anticipée.

La Société établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels des filiales sont intégrés globalement lorsque bioMérieux en détient le contrôle effectif, et par mise en équivalence lorsque la Société a une influence notable.

La Société entre dans le périmètre de consolidation par intégration globale de la Compagnie Mérieux Alliance (17, rue Bourgelat, 69002 – Lyon).

NOTE 2 Événements significatifs de l'exercice

2.1 Investissements financiers

En 2024, bioMérieux SA a souscrit à plusieurs prises de participation et augmentations de capital des titres en portefeuille pour un montant total de 168,6 millions d'euros, parmi lesquelles l'augmentation de capital de ses filiales pour 123,7 millions d'euros (dont bioMérieux China Limited pour 77,9 millions d'euros),

l'acquisition par voie de distribution des titres de bioMérieux Mexique pour 24,7 millions d'euros et les prises de participation dans les sociétés Lumed Inc et SpinChip Diagnostics pour respectivement 9,1 millions d'euros et 10,9 millions d'euros.

Ces événements sont détaillés en note 3.3.

2.2 Événements significatifs postérieurs à la clôture

Le 13 janvier 2025, bioMérieux SA a racheté l'intégralité du capital de la société SpinChip Diagnostics portant ainsi sa participation de 20 % à 100 %. L'acquisition de 80 % du capital représente un investissement complémentaire de 1,3 milliard de couronnes norvégiennes (112,3 millions d'euros).

SpinChip Diagnostics est une entreprise norvégienne de biotechnologie qui a développé une plateforme innovante de tests immunologiques adaptée pour réaliser les tests sur le lieu de

prise en charge des patients. Cette acquisition permettra au groupe bioMérieux de tirer parti de ses capacités en recherche et développement et en fabrication dans le domaine des immunoessais. Avec un premier focus sur les marqueurs cardiaques, la technologie disruptive de SpinChip viendra compléter et renforcer l'offre de tests au plus près du patient, ouvrant la voie à la croissance de bioMérieux et contribuant à soutenir sa mission d'améliorer les résultats pour les patients dans le monde entier.

NOTE 3 Immobilisations

3.1 Immobilisations incorporelles

3.1.1 Principes comptables

En application du règlement ANC n° 2015-06, les malis techniques issus des opérations de fusions ont été affectés en janvier 2016 à des comptes d'immobilisations incorporelles spécifiques et relatifs aux fonds de commerce tel que les fonds commerciaux, la technologie et les relations clients.

Les fonds de commerce historiques et les actifs issus de l'affectation des malis techniques de fusion ne constituent pas des éléments individuels autonomes pouvant générer leurs propres flux de trésorerie. Ils sont intrinsèquement attachés aux usines, à l'effort de R&D qui soutient la gamme acquise, à la technologie, aux forces commerciales qui contribuent à distribuer les gammes de produits à travers l'ensemble des canaux de distribution du Groupe.

Les fonds de commerce sont donc regroupés avec les autres actifs de la gamme technologique à laquelle ils sont rattachés afin de constituer un ensemble homogène et autonome. En pratique les tests conduisent à regrouper les actifs servant les mêmes typologies de clients (laboratoires de microbiologie industriels) ou de problématique santé (pathologie/détection de pathogènes : microbiologie, biologie moléculaire, ou immunoessais). Un test de dépréciation systématique est réalisé à partir des groupes d'actifs proches des regroupements identifiés au niveau du

Groupe (UGT), lorsque leur analyse a mis en évidence leur fongibilité (suivi et gestion groupée des fonds de commerce par gamme technologique et typologie de clients).

À la clôture de chaque exercice, la valeur nette des groupes d'actifs ainsi identifiés est comparée à la valeur actuelle des actifs déterminée à partir des flux nets de trésorerie actualisés générés par ces actifs (dont les fonds de commerce). Une dépréciation est enregistrée si une perte de valeur est constatée.

Les immobilisations incorporelles incluent également des logiciels informatiques acquis ou développés en interne, amortis sur 3 à 10 ans selon leur durée probable d'utilisation, et des brevets et licences amortis sur les durées contractuelles ou légales d'utilisation. En pratique, cela conduit à appliquer principalement une durée de cinq ans. Ces immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Enfin, les immobilisations incorporelles acquises moyennant le paiement de redevances indexées sont évaluées lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise en fonction d'une estimation des redevances qui seront versées pendant la période contractuelle. Cette estimation est ensuite ajustée en fonction des redevances effectivement versées.

3.1.2 Évolution

Valeurs brutes <i>En millions d'euros</i>	Logiciels	Fonds de commerce	Brevets et technologies	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	125,5	142,0	47,2	27,8	4,5	346,9
Acquisitions/augmentations	4,6	0,0	2,3	0,0	2,4	9,3
Cessions/diminutions	-6,4	0,0	-2,7	-0,1	0,0	-9,3
Reclassements	4,3	0,0	0,0	0,0	-4,3	0,0
31 DÉCEMBRE 2024	128,0	142,0	46,8	27,7	2,6	346,9

Les immobilisations incorporelles sont stables par rapport au 31 décembre 2023. Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à l'acquisition de logiciels et à des frais de développement de solutions informatiques pour 6,5 millions d'euros, ainsi qu'à l'acquisition des droits de propriété intellectuelle d'Ares Genetics GmbH pour 2,8 millions d'euros.

Amortissements et dépréciations <i>En millions d'euros</i>	Logiciels	Fonds de commerce	Brevets et technologies	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	99,7	10,0	39,1	26,4	0,0	175,2
Dotations	10,4	0,0	1,9	0,4	0,0	12,7
Reprises	-6,0	0,0	-2,7	-0,1	0,0	-8,9
31 DÉCEMBRE 2024	104,1	10,0	38,3	26,6	0,0	179,0

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	Logiciels	Fonds de commerce	Brevets et technologies	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	25,8	131,9	8,1	1,4	4,5	171,7
31 DÉCEMBRE 2024	23,9	131,9	8,5	1,1	2,6	167,9

Les malis techniques sont ventilés et affectés comme suit :

<i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements	Valeur nette
AES CHEMUNEX			
Fonds commerciaux	111,0	0,0	111,0
Technologie	6,4	4,5	1,9
Relation clients	5,4	4,3	1,1
Total	122,8	8,8	114,0
ARGENE			
Fonds commerciaux	19,4	0,0	19,4
Technologie	11,5	10,3	1,2
Total	30,9	10,3	20,6
CEERAM			
Technologie	2,4	2,4	0,0
Total	2,4	2,4	0,0
TOTAL	156,1	21,6	134,6

3.2 Immobilisations corporelles

3.2.1 Principes comptables

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de fabrication.

Conformément au règlement sur les actifs en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005, des composants sont comptabilisés et amortis distinctement dès lors qu'ils ont un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale.

Les seules immobilisations corporelles concernées par cette approche sont les constructions.

Ainsi, pour les immeubles, les durées d'amortissement sont adaptées à chaque groupe de composants :

Durées d'amortissement	Comptable	Fiscale
Gros œuvre	30 à 40 ans	Linéaire 30 ans
Second œuvre et installations	10 à 20 ans	Linéaire 15 ans

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont :

Durées d'amortissement	Comptable	Fiscale
Matériels et outillages	3 à 10 ans	Dégressif 5 à 10 ans
Instruments*	3 à 10 ans	Dégressif 3 à 5 ans

* Instruments placés ou utilisés en interne.

Lorsque des événements ou modifications de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, la valeur nette de ces actifs fait l'objet d'une analyse. Si leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour ramener les actifs à leur valeur de réalisation.

Les instruments immobilisés sont, pour la plus grande partie, installés chez des tiers.

3.2.2 Évolution

Valeurs brutes <i>En millions d'euros</i>	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	363,8	285,7	74,2	56,3	69,7	849,7
Acquisitions/augmentations	5,3	8,3	8,6	3,0	50,1	75,2
Cessions/diminutions	-2,3	-11,1	-6,4	-0,6	0,0	-20,6
Reclassements	21,9	28,1	0,5	2,7	-53,2	0,0
31 DÉCEMBRE 2024	388,7	310,9	76,9	61,4	66,6	904,4

Les principaux investissements de l'exercice correspondent à la construction d'un nouveau bâtiment industriel pour la biologie moléculaire à Marcy l'Étoile pour 12,5 millions d'euros, la construction d'un bâtiment de recherche et développement à Grenoble pour 8,2 millions d'euros, aux investissements engagés

pour la production de réactifs sur le site de La Balme pour 3,9 millions d'euros et aux placements d'instruments chez les clients ou pour une utilisation interne à hauteur de 8,6 millions d'euros.

Amortissements et dépréciations <i>En millions d'euros</i>	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	215,9	201,9	41,8	44,5	0,0	504,0
Dotations	16,5	17,2	8,9	4,0	0,0	46,5
Reprises	-3,1	-11,3	-4,7	-0,5	0,0	-19,6
31 DÉCEMBRE 2024	229,2	207,6	46,1	48,0	0,0	530,9

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	Terrains et constructions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immobilisations	Immobilisations en-cours	Total
31 décembre 2023	147,9	83,8	32,5	11,9	69,7	345,7
31 DÉCEMBRE 2024	159,4	103,3	30,8	13,4	66,6	373,5

3.3 Immobilisations financières

3.3.1 Principes comptables

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation des titres de participation est constatée dès lors que leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur est estimée dans un premier temps en prenant en compte les actifs nets comptables de la filiale à la date d'arrêt. Ceux-ci peuvent être corrigés de la valeur des actifs identifiables non comptabilisés (notamment immobiliers ou technologiques). Selon le contexte économique et financier de la filiale, la valeur d'utilité peut également être estimée en prenant en compte le chiffre d'affaires, les dettes financières et les éventuels actifs technologiques et immobiliers associés. Enfin, compte tenu de la spécificité de certaines participations, l'évaluation de la valeur d'utilité peut dans certains cas être réalisée en estimant la valeur de l'entreprise sur la base des flux de trésorerie prévisionnels actualisés, ou en se basant sur des données financières observables de marché.

Les participations minoritaires détenues dans des sociétés non cotées sont valorisées selon une méthode multicritère faisant intervenir les perspectives économiques, la situation nette de la participation ou la valorisation retenue sur la base d'investissements récents dans ces participations.

Les autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation si leur valeur de marché devient inférieure à leur coût d'acquisition. En particulier, la valeur de marché des titres cotés correspond au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Les autres immobilisations financières comprennent les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité avec une société d'investissement, destiné spécifiquement à la régulation de son cours de Bourse. Les actions achetées sont évaluées au cours de Bourse moyen du dernier mois de l'exercice.

3.3.2 Évolution

Valeurs brutes <i>En millions d'euros</i>	Titres de participation	Autres titres immobilisés	Créances rattachées	Autres	Total
31 décembre 2023	993,3	182,7	16,7	5,3	1 198,0
Acquisitions/augmentations	168,5	0,1	1,1	0,4	170,1
Cessions/diminutions	0,0	-0,6	-13,3	-1,3	-15,2
Reclassements/Autres	0,0	0,0	1,7	0,0	1,7
31 DÉCEMBRE 2024	1 161,8	182,2	6,2	4,4	1 354,6

En 2024, bioMérieux SA a souscrit à plusieurs augmentations de capital de ses filiales pour un montant total de 123,7 millions d'euros, afin de soutenir leur activité, leurs investissements, ou les changements de modèle opérationnel :

- bioMérieux Chine pour un montant de 86,8 millions de dollars, soit 77,9 millions d'euros ;
- bioMérieux Inde pour un montant de 1 388,9 millions de roupies indiennes, soit 15,2 millions d'euros dont 10,2 millions d'euros par voie de conversion de prêt ;
- bioMérieux Turquie pour un montant de 12 millions d'euros ;
- bioMérieux Brésil pour un montant de 70,4 millions de réals brésiliens, soit 11,4 millions d'euros ;
- bioMérieux Colombie pour un montant de 6,4 millions de dollars, soit 5,8 millions d'euros ;
- bioMérieux Égypte pour un montant de 1,5 million d'euros.

Le 4 janvier 2024, bioMérieux SA a racheté l'intégralité du capital de la société canadienne de logiciels innovants Lumed Inc. portant ainsi sa participation de 16 % à 100 %. Les deux sociétés collaborent étroitement depuis 2017. L'acquisition de 84 % du capital représente un investissement complémentaire de 13,2 millions de dollars canadiens (9,1 millions d'euros).

Le 7 mars 2024 bioMérieux SA a pris une participation dans la société norvégienne SpinChip Diagnostics ASA, pour une valeur de 115 millions de couronnes norvégiennes soit 9,9 millions d'euros. Cette société concentre son activité sur le développement d'un système d'immunoessais « *Point-of-Care* » à haute performance, et notamment un test de troponine cardiaque à haute sensibilité. Le 8 novembre 2024, bioMérieux a souscrit à une augmentation de capital dans la société SpinChip Diagnostics de 12 millions de couronnes norvégiennes soit 1 million d'euros. En janvier 2025, bioMérieux SA a acquis la totalité de cette société (cf. événements post-clôture en note 2.3).

Le 31 décembre 2024, la Société a acquis les titres de la filiale bioMérieux Mexique par voie de distribution des titres détenus par bioMérieux Inc. Cette participation a été valorisée à 24,7 millions d'euros.

La société Specific France est fusionnée dans les comptes de bioMérieux SA depuis le 22 janvier 2024. Un boni de fusion de 0,4 million d'euros a été comptabilisé en capitaux propres en 2024.

Enfin, les créances rattachées aux participations diminuent de 10,5 millions d'euros en raison principalement de la conversion du prêt de bioMérieux Inde en capital pour 10,2 millions d'euros.

Amortissements et dépréciations <i>En millions d'euros</i>	Titres de participation	Autres titres immobilisés	Créances rattachées	Autres	Total
31 décembre 2023	119,0	35,2	1,2	0,0	155,4
Dotations	5,2	27,6	0,0	0,0	32,8
Reprises	-4,4	-0,6	-0,1	0,0	-5,1
31 DÉCEMBRE 2024	119,9	62,2	1,1	0,0	183,1

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	Titres de participation	Autres titres immobilisés	Créances rattachées	Autres	Total
31 décembre 2023	874,3	147,5	15,5	5,3	1 042,6
31 DÉCEMBRE 2024	1 042,0	120,0	5,1	4,4	1 171,5

Les dotations aux dépréciations des titres de participation s'élèvent à 5,2 millions d'euros sur l'exercice et se rapportent aux dépréciations des titres des filiales bioMérieux Brésil pour 3,1 millions d'euros, bioMérieux Égypte pour 1,5 million d'euros, GNEH pour 0,5 million d'euros, et Qvella pour 0,1 million d'euros. Les reprises sur dépréciations des titres de participation concernent la filiale bioMérieux Argentine pour 4,4 millions d'euros.

Les dotations aux dépréciations des autres titres immobilisés concernent les dépréciations des titres Oxford Nanopore Technologies pour 27,5 millions d'euros (perte de valeur calculée sur la base du cours de Bourse du mois de décembre 2024 par rapport au prix d'acquisition).

3.3.3 Tableau des filiales et participations

Voir tableau ci-après.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2024

		Capital (Devises en millions)	Capitaux propres autres que le capital (Devises en millions)	Quote- part de détention (En %)	Valeur d'inventaire des titres détenus avant dépréciation (En millions d'euros)	Valeur d'inventaire des titres détenus après dépréciation (En millions d'euros)	Prêts et avances consentis par la Société et non remboursés (En millions d'euros)	Chiffre d'affaires total du dernier exercice (Devises en millions)	Bénéfice net ou perte nette du dernier exercice (Devises en millions)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice (En millions d'euros)	Observations
A – FILIALES (jusqu'à 50 % du capital détenu par bioMérieux)											
AB bioMérieux	SEK	0,2	47,6	100,0 %	74,2	4,3	0,0	0,0	0,4	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Afrique Occidentale	CFA	180,0	-180,0	100,0 %	0,3	0,3	0,0	0,0	-214,4	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Allemagne	EUR	3,5	23,8	100,0 %	3,8	3,8	0,0	141,3	3,1	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Algérie	DZD	58,0	181,9	100,0 %	0,6	0,6	0,0	44,9	52,0	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Arabie saoudite	SAR	0,0	-0,2	100,0 %	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	28/04/2024- 31/12/2024
bioMérieux Argentine	ARS	15,4	6 737,5	99,1 %	8,3	8,3	0,0	23 582,8	5 641,7	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Asie Pacifique	SGD	0,0	78,9	100,0 %	0,0	0,0	0,0	634,5	10,6	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Autriche	EUR	0,1	1,7	100,0 %	0,1	0,1	0,0	31,2	1,4	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Australie	AUD	1,6	9,4	100,0 %	23,8	23,8	0,0	67,7	1,6	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Brésil	BRL	207,2	-103,7	100,0 %	61,1	27,7	0,0	253,3	-6,5	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Belgique	EUR	0,3	5,2	100,0 %	0,3	0,3	0,0	34,4	2,8	2,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Benelux	EUR	0,0	8,0	100,0 %	0,1	0,1	8,9	134,7	0,9	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Canada	CAD	1,3	9,5	100,0 %	20,5	20,5	0,0	95,0	2,9	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Chili	CLP	1 686,6	10 085,2	100,0 %	3,1	3,1	0,0	32 449,2	535,1	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Chine	HKD	1 649,5	195,6	100,0 %	190,2	190,2	0,1	280,5	8,3	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Colombie	COP	770,7	68 886,5	100,0 %	8,0	8,0	0,0	192 004,5	7 387,8	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Corée	KRW	1 000,0	24 028,8	100,0 %	0,7	0,7	0,0	78 118,3	2 699,9	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Danemark	DKK	0,5	7,6	100,0 %	0,5	0,5	0,0	75,0	2,7	0,4	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Espagne	EUR	0,2	38,0	100,0 %	0,6	0,6	0,0	124,4	5,3	6,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Égypte	EGP	50,4	-49,4	100,0 %	1,5	0,0	1,1	233,7	35,7	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Égypte Distribution	EGP	2,0	-47,7	49,0 %	0,1	0,1	0,0	227,6	-79,6	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Finlande	EUR	0,0	1,1	100,0 %	0,1	0,1	1,6	11,4	0,5	1,2	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Grèce	EUR	2,0	5,0	100,0 %	4,1	4,1	0,0	21,0	0,9	0,5	01/01/2024- 31/12/2024

		Capital (Devises en millions)	Capitaux propres autres que le capital (Devises en millions)	Quote- part de détention (En %)	Valeur d'inventaire des titres détenus avant dépréciation (En millions d'euros)	Valeur d'inventaire des titres détenus après dépréciation (En millions d'euros)	Prêts et avances consentis par la Société et non remboursés (En millions d'euros)	Chiffre d'affaires total du dernier exercice (Devises en millions)	Bénéfice net ou perte du dernier exercice (Devises en millions)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice (En millions d'euros)	Observations
bioMérieux Hongrie	HUF	3,0	299,3	100,0 %	0,0	0,0	1,0	2 619,2	103,0	0,2	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Inde	INR	102,5	3 808,9	99,9 %	18,1	18,1	0,0	9 460,7	821,3	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Inc	USD	0,0	1 847,5	100,0 %	524,9	524,9	443,3	2 571,3	484,6	429,5	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Italie	EUR	9,0	39,0	100,0 %	12,8	12,8	0,0	167,7	11,2	10,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Japon	JPY	480,0	1 527,4	100,0 %	15,4	15,4	25,0	14 540,6	263,4	0,6	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Kazakhstan	KZT	0,0	0,0	100,0 %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Kenya	KES	42,3	70,5	100,0 %	0,3	0,3	0,0	0,0	5,9	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Malaisie	MYR	0,1	0,4	100,0 %	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Mexique	MXN	19,0	383,2	100,0 %	24,7	24,7	18,1	1 355,6	37,7	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Moyen-Orient	AED	0,1	4,9	100,0 %	0,0	0,0	0,4	0,0	0,4	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Nigeria	NGN	601,0	-4 437,4	100,0 %	1,3	0,0	0,0	2 096,8	-1 832,0	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Norvège	NOK	2,8	3,6	100,0 %	0,3	0,3	0,2	74,1	3,1	0,7	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Philippines	PHP	10,3	34,1	100,0 %	0,2	0,2	0,0	1 286,7	19,8	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Pologne	PLN	0,4	41,2	100,0 %	1,5	1,5	1,5	166,1	5,3	0,5	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Portugal	EUR	1,6	5,9	100,0 %	2,0	2,0	0,0	23,4	0,2	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux République tchèque	CZK	0,2	12,1	100,0 %	0,0	0,0	0,8	1 362,8	8,9	0,2	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Russie	RUB	55,7	1 055,6	100,0 %	1,3	1,3	0,0	1 546,1	204,9	0,1	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Serbie	RSD	1,2	34,5	100,0 %	0,0	0,0	0,0	0,0	4,8	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux South Africa	ZAR	50,0	124,4	100,0 %	5,4	5,4	5,3	514,4	12,2	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Suède	SEK	0,5	5,3	100,0 %	0,2	0,2	0,9	348,3	8,6	1,4	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Suisse	CHF	0,4	3,5	100,0 %	0,6	0,6	0,0	49,8	2,1	2,5	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Suzhou Biotech Co.	CNY	600,0	-206,4	100,0 %	80,2	80,2	0,0	158,6	-11,9	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Thaïlande	THB	35,0	88,3	100,0 %	0,9	0,9	0,0	706,5	15,6	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Turquie	TRY	459,8	361,5	100,0 %	17,0	17,0	0,0	1 117,4	87,5	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux UK	GBP	0,0	13,3	100,0 %	1,2	1,2	7,8	87,3	2,7	4,1	01/01/2024- 31/12/2024
bioMérieux Vietnam	VND	6 306,0	4 821,4	100,0 %	0,2	0,2	0,0	0,0	920,3	0,0	01/01/2024- 31/12/2024

		Capital (Devises en millions)	Capitaux propres autres que le capital (Devises en millions)	Quote- part de détention (En %)	Valeur d'inventaire des titres détenus avant dépréciation (En millions d'euros)	Valeur d'inventaire des titres détenus après dépréciation (En millions d'euros)	Prêts et avances consentis par la Société et non remboursés (En millions d'euros)	Chiffre d'affaires total du dernier exercice (Devises en millions)	Bénéfice net ou perte dernier exercice (Devises en millions)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice (En millions d'euros)	Observations
bioMérieux Singapour	SGD	0,1	3,7	100,0 %	0,1	0,1	0,0	30,9	2,4	1,0	01/01/2024- 31/12/2024
BTF	AUD	4,1	49,7	100,0 %	13,6	13,6	0,0	50,5	25,9	14,5	01/01/2024- 31/12/2024
Lumed Inc	CAD	1,6	11,9	100,0 %	9,7	9,7	1,2	1,3	-2,2	0,0	04/01/2024- 31/12/2024
Total filiales					1 133,9	1 027,8					
B – PARTICIPATION (5 à 50 % du capital détenu par bioMérieux)											
Aurobac Therapeutics SAS	EUR	20,0	-2,2	12,5 %	2,5	2,5	0,0	0,0	-1,8	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
GNEH	EUR	2,9	-8,2	18,9 %	4,2	0,0	1,6	0,0	-8,1	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Qvella	CAD	0,7	-112,9	5,8 %	7,0	0,0	0,0	0,8	-112,9	0,0	01/01/2022- 31/12/2022
Mérieux Université	EUR	5,7	-3,6	40,0 %	3,2	0,8	0,0	6,5	0,0	0,0	01/01/2024- 31/12/2024
SpinChip Diagnostics ASA	NOK	6,5	156,6	20,0 %	10,9	10,9	0,0	0,0	-47,1	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Total titres de participation					27,9	14,2					
C – AUTRES TITRES											
ATI Supernova 1	EUR	27,9	-16,0	2,6 %	0,8	0,8	0,0	0,0	-2,3	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Avesthagen	INR	76,1	-159,4	3,5 %	1,4	0,0	0,0	0,0	-22,0	0,0	01/04/2023- 31/03/2024
Innovaprep	USD	6,5	-4,5	3,5 %	0,4	0,0	0,0	4,0	-1,3	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Labtech system	AUD	53,1	-50,7	3,1 %	1,3	0,1	0,0	1,3	-3,7	0,0	01/07/2023- 30/06/2024
My Cartis	EUR	2,5	-2,3	1,6 %	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	01/01/2022- 31/12/2022
Oxford Nanopore Technologies	GBP	0,1	643,8	6,9 %	158,0	103,4	0,0	169,7	-154,5	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Pertinence Invest 2	EUR	26,6	-5,0	7,8 %	3,8	3,8	0,0	0,0	-1,3	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Sino French- Cathay Innovation II	EUR	491,4	220,7	0,8 %	4,9	4,9	0,0	0,0	-9,4	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Supernova2	EUR	48,5	-2,2	1,3 %	1,0	1,0	0,0	0,1	-0,7	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
Supernova Innovation 3	EUR	4,1	-1,4	2,7 %	2,0	2,0	0,0	0,0	-1,1	0,0	02/05/2023- 31/12/2023
Weezion	EUR	2,0	-0,3	4,3 %	2,0	2,0	0,0	0,0	-0,2	0,0	01/01/2023- 31/12/2023
EMSponsors	EUR	1,5	145,5	1,4 %	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	01/07/2023- 30/06/2024
Total autres titres					178,7	120,0					
TOTAL GÉNÉRAL					1 340,6	1 162,0					

NOTE 4 Stocks

4.1 Principes comptables

Les stocks sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Les stocks de matières premières, consommables et marchandises sont valorisés au prix d'achat majoré des frais accessoires selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti). Les stocks d'en-cours de production et de produits finis sont valorisés au coût réel de production.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, en tenant notamment compte du prix de revente, de l'obsolescence, de la péremption, de l'état de conservation, des perspectives de ventes et, pour les pièces détachées, de l'évolution du parc d'instruments correspondant.

4.2 Évolution

Stocks <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Matières premières	48,2	53,9
En cours de production	33,9	33,3
Produits finis et marchandises	163,0	185,5
TOTAL VALEUR BRUTE	245,2	272,7
Dépréciations	-10,9	-13,5
TOTAL VALEUR NETTE	234,3	259,2

La valeur nette des stocks est en baisse de 24,9 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023 en raison principalement de la diminution des stocks de réactifs des gammes BIOFIRE® et VITEK® 2 pour 16,7 millions d'euros.

NOTE 5 Clients et créances d'exploitation

5.1 Principes comptables

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

5.2 Évolution

Clients et comptes rattachés <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients	537,1	505,8
Dépréciations	-22,2 ^(a)	-23,2
VALEUR NETTE	514,9	482,6

(a) Dont dépréciation des clients export pour 18,9 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre 19,5 millions d'euros au 31 décembre 2023), en raison du contexte économique, et des risques rencontrés en particulier en Afrique et au Moyen-Orient.

Autres créances d'exploitation <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Avances et acomptes	8,9 ^(a)	10,8
Charges constatées d'avance	16,4 ^(b)	15,5
Autres créances d'exploitation	26,0 ^(c)	19,3
TOTAL	51,3	45,5

(a) Dont 13,7 millions d'euros d'avance versée en 2020 et 2021 dans le cadre d'un contrat de licence signé en 2020, consommée à hauteur de 7,4 millions d'euros au 31 décembre 2024. Cette avance sera imputée sur les redevances futures des six prochaines années.

(b) Les charges constatées d'avance correspondent principalement à des achats de services extérieurs.

(c) Dont créance de TVA pour 19,1 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre 16,7 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Échéances des créances clients et des autres créances <i>Valeur nette en millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Clients	514,9	482,6
• Créances à moins d'un an	514,9	482,6
Autres créances d'exploitation	51,3	45,5
• Créances à moins d'un an	45,7	38,6
• Créances à plus d'un an	5,6	6,9

NOTE 6 Disponibilités

6.1 Principes comptables

Les disponibilités comprennent à la fois la trésorerie immédiatement disponible et les placements à court terme.

Les mouvements de cash pooling sont valorisés au cours moyen du mois. En fin de mois, les comptes de cash pool sont réactualisés au cours de clôture. Cette réactualisation est comptabilisée en contrepartie des charges et des produits financiers en tenant compte des couvertures de change liées à ces positions.

6.2 Évolution

Disponibilités <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Placements de trésorerie	172,9	78,1
Cash pooling prêteurs	529,8 ^(a)	219,9
Disponibilités et instruments financiers	175,6 ^(b)	152,2
TOTAL	878,3	450,2

(a) La variation du cash pooling est commentée en note 10.4.

(b) La variation des disponibilités est expliquée avec le tableau de variation de l'endettement net en note 10.1.

Les placements de trésorerie se composent des éléments suivants :

	31/12/2024		31/12/2023
Libellé		Actions propres	Actions propres
Montant		39,1 M€	14,0 M€
Classification		Actions	Actions
Code Isin		FR0013280286	FR0013280286
Libellé	Sicav BNP PARIBAS SIGNATURE CLASSIC		Sicav BNP PARIBAS SIGNATURE CLASSIC
Montant net		0 M€	13,5 M€
Classification		Monétaire euro	Monétaire euro
Code Isin		FR0011046085	FR0011046085
Libellé	Sicav BNP PARIBAS SIGNATURE R		Sicav BNP PARIBAS SIGNATURE R
Montant		48,6 M€	20,4 M€
Classification		Monétaire euro	Monétaire euro
Code Isin		FR0013245651	FR0013245651
Libellé	Sicav AMUNDI EURO LIQUIDITY		Sicav AMUNDI EURO LIQUIDITY
Montant net		49,9 M€	0,2 M€
Classification		Monétaire euro	Monétaire euro
Code Isin		FR0010251660	FR0010251660
Libellé		Comptes à terme	Comptes à terme
Montant		35,4 M€	30,0 M€
Classification		Monétaire euro	Monétaire euro
Code ISIN			

Parmi les placements à court terme figurent 402 060 actions achetées dans le cadre de la mise en place d'un programme de couverture destiné à garantir le coût des différents plans d'attribution gratuite d'actions et le programme d'actionnariat salariés.

NOTE 7 Écarts de conversion

7.1 Principes comptables

En application du règlement ANC 2015-05, les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération établie sur la base d'un cours moyen mensuel. Les différences de changes relatives aux opérations commerciales résultant des écarts de cours entre la date d'enregistrement des opérations et la date de leurs paiements sont comptabilisées dans les rubriques correspondantes du compte de résultat (comptes d'achats et de ventes).

Les créances et dettes libellées en devises sont converties sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écarts de conversion actifs ou passifs. Les écarts de conversion actifs sont provisionnés, la charge de la dotation étant comptabilisée dans les comptes d'achats ou de ventes lorsque la dette ou la créance concerne une opération commerciale.

Lorsque pour les opérations commerciales dont les termes sont suffisamment voisins, les pertes et les gains latents peuvent être considérés comme concourants à une position globale de change, le montant de la dotation pour risque de change est limité à l'excédent des pertes sur les gains. Cette estimation de pertes prend en compte, le cas échéant, le cours de couverture lié aux instruments dérivés associés à ces opérations.

Les écarts de change concernant les flux financiers sont comptabilisés en charges et produits financiers. Les écarts de conversion concernant le cash pooling sont reconnus en résultat ainsi que l'instrument de couverture de façon symétrique à l'élément couvert.

7.2 Écarts de conversion actifs

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Sur éléments d'exploitation	6,0	7,1
Sur dettes et créances financières	3,1	5,4
TOTAL	9,1	12,4

7.3 Écarts de conversion passifs

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Sur éléments d'exploitation	0,5	0,4
TOTAL	0,5	0,4

NOTE 8 Capitaux propres et plans d'attribution gratuite d'actions

8.1 Principes comptables

Les subventions d'investissement sont enregistrées dans les capitaux propres. La Société a choisi d'échelonner sur plusieurs exercices une subvention finançant une immobilisation amortissable. La reprise de la subvention d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

La Société applique le règlement ANC 2024-02 relatif à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie à partir du 31 décembre 2024. Les certificats d'économie d'énergie sont désormais comptabilisés en résultat d'exploitation à la date de cession, ceux antérieurs à 2024 ont été reclassés en report à nouveau pour un montant de 1,5 million d'euros.

8.2 Évolution des capitaux propres

Au 31 décembre 2024, le capital social, d'un montant de 12 029 370 euros, est composé de 118 361 220 actions, avec 268 914 664 droits de votes dont 150 553 444 actions portent un droit de vote double. La référence à la valeur nominale de l'action a été supprimée par décision de l'Assemblée générale du 19 mars 2001. Il n'existe aucun droit ou titre à caractère dilutif en cours de validité au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, la Société détient :

- 37 662 actions d'autocontrôle dans le cadre du contrat d'animation de son titre délégué à un prestataire externe. Au cours de l'exercice 2024, elle a acheté 720 088 actions propres et en a cédé 733 995 ;
- 402 060 actions d'autocontrôle achetées dans le cadre d'un programme de couverture des différents plans d'attribution gratuite d'actions et plans d'actionnariat salarié. Au 31 décembre 2024, ces actions ne sont pas affectées précisément à un plan. Au cours de l'exercice 2024, la Société a acheté 400 000 actions et en a attribué 153 358.

Variation des capitaux propres En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves & résultat	Provisions réglementées	Subventions	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2023	12,0	74,0	1 296,0	79,0	1,6	1 462,7
Résultat de l'exercice			451,9			451,9
Distribution de dividendes			-100,2			-100,2
Provisions réglementées et subventions				5,1	0,1	5,2
Reclassement certificats d'économie d'énergie			1,5		-1,5	
Prime de fusion Specific France		0,4				0,4
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	12,0	74,4	1 649,2	84,1	0,1	1 819,9

Les plans d'attribution gratuite d'actions sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

Nombre d'actions	Date d'ouverture des plans				Total
	2021	2022	2023	2024	
Attributions initiales	175 315	272 218	287 538	406 257	1 141 328
Attributions annulées au titre des départs et des conditions de performance	21 957	15 985	25 350	78 164	141 456
Actions remises sur l'exercice 2024	153 358	0	0	0	153 358
Actions restant à remettre au 31/12/2024	0	256 233	262 188	328 093	846 514

Au cours des exercices 2021 à 2024, le Conseil d'administration a procédé à l'attribution gratuite d'actions au profit de certains membres du personnel salarié et mandataires sociaux. Ces plans prévoient que les actions gratuites ne seront attribuées définitivement qu'à l'issue d'une période d'acquisition des droits de trois ans. Les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de présence, et pour certains plans des conditions de performance subordonnées à l'atteinte d'objectifs basés sur les revenus et le résultat opérationnel ou à l'atteinte d'objectifs spécifiques. La période de conservation n'est plus obligatoire dès lors que la période d'acquisition est de deux ans au moins. Pour les bénéficiaires résidant fiscalement à l'étranger, la période de conservation peut être supprimée sous condition que la période d'acquisition soit de trois ans.

En 2024, après prise en compte des refacturations des actions gratuites, une charge nette de 11,7 millions d'euros a été constatée en résultat d'exploitation, contre une charge nette de 9,7 millions d'euros l'année précédente.

Compte tenu des 402 060 actions détenues au 31 décembre 2024, la Société devra racheter 444 454 actions supplémentaires pour un montant de 46 millions d'euros sur la base du cours au 31 décembre 2024 pour servir les plans existants.

8.3 Évolution des provisions réglementées et subventions d'investissements

En millions d'euros	Amortissements dérogatoires	Provisions pour hausse de prix	Subventions d'investissement	Total
31 décembre 2023	72,7	6,3	1,6	80,6
Dotations	17,1	0,5	0,1	17,7
Reprises	-11,8	-0,8	0,0	-12,5
Reclassement en report à nouveau			-1,5	-1,5
31 DÉCEMBRE 2024	78,1	6,0	0,1	84,3

NOTE 9 Provisions pour risques et charges

9.1 Principes comptables

Les provisions pour risques et charges sont établies conformément au « règlement sur les passifs » (C.R.C. 2000-06).

La Société est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité. Elle ne pense pas que ces litiges auront une influence significativement défavorable sur la continuité de son exploitation. Les risques identifiés font l'objet de provisions dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante.

9.2 Évolution

Provisions En millions d'euros	Autres avantages au personnel	Garanties données	Autres provisions	Total
31 décembre 2023	21,7	0,6	54,3	76,6
Dotations	1,6	0,5	35,5	37,7
Reprises avec objet		-0,6	-32,4	-32,9
Reprises sans objet			-0,2	-0,2
Dotations nettes	1,6	-0,1	3,0	4,5
31 DÉCEMBRE 2024	23,3 ^(a)	0,5 ^(b)	57,3 ^(c)	81,1

(a) La provision pour « Autres avantages au personnel » comprend les indemnités de fin de carrière, les primes d'ancienneté et médailles du travail.

(b) Estimation des coûts afférents à la garantie contractuelle des instruments vendus sur la période résiduelle de l'engagement.

(c) Dont, au 31 décembre 2024 :

- provision pour attribution gratuite d'actions de 40,1 millions d'euros (dotation de 24,4 millions d'euros et reprise de 13,7 millions d'euros en 2024) ;
- provision pour pertes de change de 9,1 millions d'euros (dotation de 9,1 millions d'euros et reprise de 12,4 millions d'euros en 2024) ;
- provision pour risque financier des filiales de 2,8 millions d'euros (dotation de 0,3 million d'euros pour bioMérieux Nigeria et reprise de 0,9 million pour bioMérieux Égypte en 2024) ;
- provision pour litiges commerciaux de 0,2 million d'euros ;
- et autres provisions pour risques et charges pour 5,1 millions d'euros (dotation de 1,7 million d'euros et reprise de 5 millions d'euros sur 2024).

9.3 Provisions pour retraite et avantages assimilés

9.3.1 Principes comptables

Le Groupe applique la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 émise par l'Autorité des normes comptables et retient pour ses comptes statutaires les principes de l'IAS 19 révisée en juin 2011, à l'exception de l'option de reconnaissance des écarts actuariels par capitaux propres.

9.3.2 Évolution

Les engagements de retraite et assimilés sont déterminés par des actuaires en utilisant les hypothèses suivantes :

	Indemnités de fin de carrière		Primes de médailles du travail	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Taux de croissance des salaires	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation	3,30 %	3,20 %	3,10 %	3,10 %
Mobilité du personnel ^(a)	0 à 7 %	0 à 7 %	0 à 7 %	0 à 7 %
Duration moyenne	13,2	13,5	8,9	9,2

(a) Selon l'âge et statut (cadre, non-cadre).

La valorisation actuarielle des engagements sociaux est la suivante :

	Indemnités de fin de carrière		Primes de médailles du travail	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
Valeur actualisée des engagements	41,0	39,4	16,2	15,2
Juste valeur des actifs de couverture	34,0	33,0		
SITUATION NETTE	7,1	6,4	16,2	15,2

Les engagements relatifs au régime d'indemnités de fin de carrière de la Société sont préfinancés via un contrat d'assurance. Le régime des indemnités de fin de carrière constitue une dette nette de 7,1 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 6,4 millions d'euros au 31 décembre 2023.

NOTE 10 Endettement net

10.1 Tableau de variation de l'endettement net

Le tableau de variation de l'endettement net explique les variations de l'endettement, c'est-à-dire de l'ensemble des emprunts et dettes financières, quelles que soient leurs échéances, diminué des disponibilités et concours bancaires courants.

Il distingue :

- les flux liés aux opérations ;
- les flux liés aux investissements ;
- les flux relatifs aux fonds propres.

La capacité d'autofinancement de l'exercice correspond à la somme du résultat net, des dotations aux amortissements, des dotations nettes aux provisions (provisions pour dépréciation et provisions pour risques et charges) sous déduction des plus ou moins-values sur cession d'immobilisations.

L'endettement net correspond à la position financière de la Société vis-à-vis des tiers financeurs en dehors des dettes d'exploitation. Cet agrégat est déterminé par la somme des dettes obligataires et bancaires (court, moyen et long termes) et des comptes courants créditeurs, diminuée des disponibilités, des valeurs mobilières de placement et des comptes courants débiteurs.

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net	451,9	279,3
Dotation nette aux amortissements et aux provisions	90,1 ^(a)	125,2 ^(b)
Résultat sur opérations en capital	0,4	16,0
Subventions d'investissement		-0,2
Capacité d'autofinancement	542,3	420,3
Variation des stocks	27,5 ^(c)	-49,2
Variation des créances clients	-28,1 ^(d)	-38,8
Variation des dettes fournisseurs et autres BFRE	116,8 ^(e)	11,3
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	116,1	-76,7
Variation de la créance nette d'impôt	-1,7 ^(f)	-10,3
Variation totale du besoin en fonds de roulement	114,5	-87,0
Flux liés à l'activité	656,8	333,4
Investissements	-84,5 ^(g)	-82,4
Produits de cessions d'immobilisations	2,5	6,8
Diminution de la dette nette fournisseurs d'immobilisations	-1,0	-1,4
Acquisitions titres de participations, sousc. augm. de capital net de réductions	-168,9 ^(h)	-0,3
Variation nette des avances et prêts aux filiales	12,2 ⁽ⁱ⁾	1,8
Variation nette des autres immobilisations financières	0,4	-158,8 ^(j)
Flux liés aux activités d'investissement	-239,3	-234,2
Distribution des dividendes	-100,2	-100,2
Subvention investissement	0,1	0,2
Fusion	0,4	
Fonds propres	-99,8	-100,0
Variation de l'endettement net (hors influence des fluctuations de change)	317,7	-0,9
Analyse de la variation de l'endettement net		
• Endettement net à l'ouverture	368,3	363,8
• Incidence des fluctuations de change	-0,3	2,0
• Incidence des dépréciations des équivalents de trésorerie	0,1	1,5
Variation de l'endettement net	-317,7	0,9
• Endettement confirmé	-0,3	-19,9
• Disponibilités et autres concours bancaires courants	-317,4	20,8
ENDETTEMENT NET À LA CLÔTURE	50,3	368,3

(a) Dont amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 58 millions d'euros, dotations des risques sur titres pour 27,5 millions d'euros, dotations nettes des provisions réglementées pour 5,1 millions d'euros, dotations nettes de provisions pour risques et charges pour 5,1 millions d'euros, étalement des charges à répartir 0,1 million d'euros, reprises nettes de dépréciations des stocks de - 2,6 millions d'euros, dépréciations des créances pour - 2,9 millions d'euros.

(b) Dont amortissements et dépréciations d'immobilisations corporelles et incorporelles pour 52,6 millions d'euros, dotations des risques sur titres pour 29,3 millions d'euros, dotations nettes de provisions pour risques et charges pour 25,6 millions d'euros, dépréciations des créances pour 15,4 millions d'euros, dotations nettes des provisions réglementées pour 4,6 millions d'euros et reprises nettes de dépréciations des stocks de - 2,3 millions d'euros.

(c) La variation des stocks est détaillée en note 4.2.

(d) Dont hausses des créances clients Groupe de 23,8 millions d'euros, des créances clients export de 7,3 millions d'euros, en partie compensées par la baisse des créances clients domestiques de - 2,9 millions d'euros.

(e) Dont hausses des dettes nettes fournisseurs de 78,8 millions d'euros dont 71,3 millions d'euros auprès de fournisseurs du Groupe, des créances et dettes fiscales et sociales de 36,1 millions d'euros et des autres créances et dettes d'exploitation de 2,7 millions d'euros, en partie compensées par la hausse des charges constatées d'avance de 0,9 million d'euros.

(f) Dont crédit d'impôt recherche 2024 - 18,2 millions d'euros, compensé par l'ajustement des crédits d'impôts recherche 2019 à 2023 de 2,2 millions d'euros, la charge d'impôt complémentaire sur l'ajustement des prix de transfert 2021 de 1,1 million d'euros et le remboursement du crédit d'impôt recherche 2020 de 12,8 millions d'euros.

(g) Dont immobilisations corporelles - 75,2 millions d'euros (cf. note 3.2) et incorporelles - 9,3 millions d'euros (cf. note 3.1).

(h) Dont augmentations de capital des filiales pour - 123,7 millions d'euros (détaillées en note 3.3), prise de participation de bioMérieux Mexique - 24,7 millions d'euros, SpinChip Diagnostics ASA - 10,9 millions d'euros, Lumed Inc - 9,1 millions d'euros, et libération du capital de bioMérieux Nigeria - 0,4 million d'euros.

(i) Dont conversion du prêt de bioMérieux Inde en capital d'une valeur historique de 12,4 millions d'euros.

(j) Dont prise de participation dans la société Oxford Nanopore Technologies pour - 158 millions d'euros, et versements effectués dans les fonds d'investissement pour - 0,8 million d'euros.

10.2 Financement de la dette

bioMérieux SA dispose au 31 décembre 2024 d'un prêt syndiqué d'un montant de 600 millions d'euros. Ce prêt syndiqué bénéficie d'une maturité à mars 2028 (cinq ans). Suite à l'exercice de deux options d'extension en février 2024 puis janvier 2025, sa maturité a été étendue à 2030. Le 12 février 2024, bioMérieux a amendé ce contrat de prêt syndiqué afin d'intégrer un mécanisme d'ajustement de marge suivant la réalisation de quatre indicateurs Environnementaux Sociétaux et de Gouvernance. Ce crédit syndiqué n'est pas tiré au 31 décembre 2024.

Un emprunt obligataire Euro PP de 200 millions d'euros a été émis en juin 2020. Il se décompose en deux souches, l'une de 55 millions d'euros à 10 ans au taux de 1,902 % et l'autre de 145 millions d'euros à 7 ans au taux de 1,5 %.

Le crédit syndiqué et l'obligation Euro PP sont assujettis au respect du ratio unique « endettement net du Groupe bioMérieux/résultat opérationnel courant avant amortissement et dotation des frais d'acquisition du Groupe bioMérieux » qui ne doit pas excéder 3,5. Ce ratio est respecté au 31 décembre 2024.

bioMérieux SA bénéficie également de titres de créances négociables à hauteur de 10 millions d'euros au 31 décembre 2024, comme au 31 décembre 2023.

10.3 Évolution

Composition des dettes financières

En millions d'euros

	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires	201,6	201,6
Concours bancaires courants et instruments financiers	0,6	19,0
Cash pooling emprunteurs	711,8	582,9
Autres dettes financières	14,6 ^(a)	14,8
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	928,6	818,4

(a) Dont titres de créances négociables pour 10 millions d'euros au 31 décembre 2024 (comme au 31 décembre 2023).

10.4 Échéancier de la dette

Endettement net par échéances

En millions d'euros

	31/12/2024	31/12/2023
À plus de cinq ans	55,0	55,0
Entre un an et cinq ans	149,6 ^(a)	149,8
Total des dettes à plus d'un an	204,6	204,8
À moins d'un an	724,1 ^(b)	613,6
Total des dettes financières	928,6	818,4
Placements de trésorerie	-172,9 ^(c)	-78,1
Disponibilités, instruments financiers et cash pooling prêteurs	-705,5 ^(d)	-372,0
ENDETTEMENT NET	50,3	368,3

(a) Dont emprunt obligataire de 145 millions d'euros (comme au 31 décembre 2023).

(b) Dont Cash pooling emprunteur pour 711,8 millions d'euros (contre 582,9 millions d'euros au 31 décembre 2023), parmi lequel une dette auprès de BioFire Diagnostics de 656,8 millions d'euros (contre 508 millions d'euros au 31 décembre 2023).

(c) Les placements de trésorerie sont détaillés en note 6.2.

(d) Dont Cash pooling prêteur pour 529,8 millions d'euros (contre 219,9 millions d'euros au 31 décembre 2023), parmi lequel une créance sur bioMérieux Inc. de 443,3 millions d'euros (contre 176,9 millions d'euros au 31 décembre 2023).

NOTE 11 Fournisseurs et dettes d'exploitation

Composition des fournisseurs et autres dettes d'exploitation

En millions d'euros

	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	334,7	253,1
Dettes fiscales et sociales	237,6	199,5
Produits constatés d'avance	4,6 ^(a)	4,3
Autres dettes	16,3	13,8
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	258,6	217,7

(a) Dont contrats de location et maintenance pour 3,8 millions d'euros, et ventes de réactifs et d'instruments pour 0,8 million d'euros.

Échéances des fournisseurs et autres dettes d'exploitation <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Fournisseurs	334,7	253,1
• Dettes à moins d'un an	334,7	253,1
Autres dettes d'exploitation	258,6	217,7
• Dettes à moins d'un an	256,3	217,5
• Dettes à plus d'un an	2,3	0,2

NOTE 12 Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer et produits à recevoir <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes financières diverses	1,7	1,7
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	54,3	43,7
Dettes fiscales et sociales	219,9	182,9
Autres dettes d'exploitation	14,2	11,4
Autres dettes hors exploitation	11,5	12,2
TOTAL CHARGES À PAYER	301,6	251,8
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	53,7 ^(a)	24,2

(a) Dont factures à établir clients pour 46,7 millions d'euros (contre 17,9 millions d'euros au 31 décembre 2023).

NOTE 13 Chiffre d'affaires

13.1 Principes comptables

Les revenus résultant des ventes de produits (réactifs et instruments) et de services associés (SAV, formation, frais de port, etc.) sont présentés en « chiffre d'affaires » dans le compte de résultat.

Les ventes de produits sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsque les critères suivants sont remplis :

- l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur ;
- la Société n'est plus impliquée dans le contrôle effectif des biens cédés ;
- le montant des revenus et les coûts associés à la transaction peuvent être évalués de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société.

Pour les produits, ces critères sont remplis à l'expédition des réactifs et à l'installation des instruments vendus.

Pour les prestations de services (formation, service après-vente...), le chiffre d'affaires n'est constaté que lorsque les services sont rendus. Toutefois, les revenus relatifs aux contrats de maintenance des instruments sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle du service.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des rabais, remises, ristournes, et escomptes accordés aux clients ; les taxes sur les ventes et les taxes sur la valeur ajoutée sont exclues du chiffre d'affaires.

13.2 Évolution

Ventilation du Chiffre d'affaires <i>En millions d'euros</i>	France	Export	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
Ventes d'équipements et pièces détachées	10,0	151,4	161,4	166,1
Ventes de réactifs	198,3	881,0	1 079,2	1 027,9
Ventes de services	29,7	370,3	400,0	352,9
TOTAL	237,9	1 402,7	1 640,7	1 546,8

Chiffre d'affaires par zones géographiques <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
France & Dom Tom	240,0	225,4
Europe, Afrique, Moyen-Orient	761,6	710,8
Amérique du Sud	54,0	50,5
Amérique du Nord	125,0	131,5
Asie Pacifique	132,8	147,1
Autres activités annexes non ventilées	327,3	281,6
TOTAL	1 640,7	1 546,8

NOTE 14 Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de recherche et développement enregistrés sur l'exercice 2024 s'élèvent à 166,3 millions d'euros, contre 151,2 millions d'euros l'exercice précédent.

NOTE 15 Charges et avantages du personnel

15.1 Évolution

Frais de personnel <i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Salaires	274,1	256,3
Intéressement	29,6	26,8
Charges sociales et autres charges de personnel	136,3	124,7
TOTAL	440,0	407,9

En application de la formule légale, le bénéfice net imposable de l'exercice 2024 n'a pas permis de dégager une participation aux bénéfices de l'entreprise pour les salariés.

Par ailleurs, le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction (administrateurs et membres du Comité de Direction salariés de la Société) au titre de l'exercice 2024 à raison de leurs fonctions, est constitué de jetons de présence pour 0,4 million d'euros, et de rémunérations fixes et variables pour 9,9 millions d'euros.

15.2 Effectifs

Répartition de l'effectif <i>En ETP</i>	31/12/2024	31/12/2023
EFFECTIF MOYEN	4 137	4 048
Cadres	2 398	2 284
Techniciens et agents de maîtrise	1 241	1 235
Employés et ouvriers	498	529
EFFECTIF EN FIN D'EXERCICE	4 184	4 120

NOTE 16 Frais financiers nets

16.1 Principes comptables

Les dividendes reçus sont enregistrés pour leur montant net des retenues à la source imposées par les pays d'origine.

16.2 Évolution

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charges financières nettes	-0,3 ^(a)	-10,4
Dépréciation des titres	-28,1 ^(b)	-40,2
Provisions pour risques et charges financiers	0,6	-2,6
Dépréciation sur cash pool et prêt		-2,7
Revenus des titres	480,3 ^(c)	333,6
Écarts de change	-0,4	5,0
TOTAL	452,0	282,7

(a) Dont une charge financière nette de 6,8 millions d'euros au titre des intérêts sur cash pool (contre 16 millions d'euros en 2023).

(b) Dont dotations nettes de 27,3 millions d'euros sur les autres titres immobilisés en 2024 (contre 31 millions d'euros en 2023) et 0,8 million d'euros sur les titres de participation en 2024 (contre 7,3 millions d'euros en 2023).

(c) Dont distribution de dividendes de bioMérieux Inc. de 429,5 millions d'euros en 2024 (contre 285,1 millions d'euros en 2023). Les dividendes encaissés des filiales sont détaillés dans le tableau des filiales et participations en note 3.3.

16.3 Écarts de change

Les écarts de change comptables résultent des différences entre le cours de comptabilisation et le cours de règlement (ou de clôture si le règlement n'est pas encore intervenu). Ils ne reflètent qu'une partie de l'incidence des variations monétaires.

Les écarts de change comptables relatifs aux opérations commerciales sont comptabilisés dans les rubriques correspondantes du compte de résultat. Les écarts de change affectent le compte de résultat de la façon suivante :

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Exploitation	-6,8	-2,7
Financier	-0,4	5,0
TOTAL	-7,2	2,2

NOTE 17 Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel En millions d'euros	Produits	Charges	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
Sorties et cessions d'immobilisations	2,8	2,9	-0,1	0,2
Provisions réglées	12,5	17,6	-5,1	-4,6
Autres produits et charges exceptionnels	16,6	14,5	2,1	-1,4
TOTAL	31,9	35,0	-3,1	-5,8

En 2024, les autres produits exceptionnels tiennent compte de la reprise de provision pour attribution gratuite d'actions pour 12,4 millions d'euros, et les autres charges exceptionnelles le coût des actions propres remises aux salariés pour 14,3 millions d'euros.

NOTE 18 Impôt sur les sociétés

18.1 Évolution

L'impôt sur les sociétés est un produit net de 16,7 millions d'euros en 2024, contre un produit net de 15,1 millions d'euros l'année précédente.

La Société a comptabilisé différents crédits d'impôt au titre de l'année 2024 pour un montant total de 20,3 millions d'euros. Ces crédits d'impôt constituent au 31 décembre 2024 l'essentiel des créances hors exploitation.

18.2 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

En millions d'euros	Avant impôt	Impôt	31/12/2024 Après impôt	31/12/2023
Résultat courant	438,3	16,5	454,8	285,4
Résultat exceptionnel	-3,1	1,9	-1,2	-5,4
Participation des salariés				0,5
Ajustements sur années antérieures		-1,7	-1,7 ^(a)	-1,2
RÉSULTAT COMPTABLE	435,2	16,7	451,9	279,3

(a) Dont impact des contrôles fiscaux pour 1,9 million d'euros.

18.3 Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net de l'exercice	451,9	279,3
Impôt sur les bénéfices	16,7	15,1
Résultat avant impôt	435,2	264,3
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	-5,1	-4,6
Total des évaluations fiscales dérogatoires	-5,1	-4,6
Résultat avant impôt hors incidence des évaluations dérogatoires	440,3	268,9
Impôt sur les bénéfices	16,7	15,1
Impôt sur évaluations fiscales dérogatoires	1,3	1,2
Impôt hors incidence des évaluations fiscales dérogatoires	15,4	13,9
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE HORS ÉVALUATIONS FISCALES DÉROGATOIRES	455,7	282,7

18.4 Évolution de la charge fiscale future

En millions d'euros	31/12/2024 Taux 25,83 %	31/12/2023 Taux 25,83 %
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	21,7	20,4
Amortissement des œuvres d'art	0,3	0,3
Total impôts différés à payer	22,0	20,7
Provisions et charges non déductibles	-8,2	-10,1
Écarts de conversion passif	-0,1	-0,1
Total impôts payés d'avance	-8,3	-10,2
Crédits d'impôts reportables	-10,4 ^(a)	-8,7
TOTAL CHARGE (+)/PRODUIT (-) FUTUR D'IMPÔTS	3,3	1,8

(a) En application des dispositions prévues par le code général des impôts, le montant des dons effectués au profit d'œuvres ou d'organismes d'intérêt général éligibles au crédit d'impôt mécénat en 2020 a été plafonné à 5 pour mille du chiffre d'affaires de l'année. Les dépenses excédant ce plafond sont reportées partiellement sur les cinq années suivantes et ouvrent droit au crédit d'impôt après imputation des dépenses de mécénat de l'année dans la limite du plafond fiscal. Au 31 décembre 2024, les crédits d'impôts reportables sont augmentés des réductions d'impôt mécénat 2022, 2023 et 2024 non imputées et reportables sur l'impôt des cinq années suivantes pour 7,6 millions d'euros.

NOTE 19 Instruments de couverture

19.1 Principes comptables

La Société n'utilise des instruments financiers qu'à des fins de couverture, pour réduire les risques résultant des fluctuations des cours de change et des taux d'intérêt, qu'ils portent sur des actifs ou des passifs existant à la clôture de l'exercice ou sur des transactions futures.

19.2 Risque de change

Au regard de la forte activité de bioMérieux SA exercée en dehors de la zone euro, son chiffre d'affaires, son résultat et son bilan peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et les autres devises. Le chiffre d'affaires subit en particulier les mouvements du taux de change entre l'euro et le dollar américain et, de façon plus ponctuelle, d'autres devises.

La politique actuelle de bioMérieux SA est de se prémunir contre les incidences des fluctuations de change sur son résultat net par rapport à son budget. Dans la mesure du possible, en fonction de la disponibilité d'instruments de couverture à des coûts raisonnables, bioMérieux SA a recours à de tels instruments pour limiter les risques liés à la fluctuation des taux de change. Les couvertures sont mises en place dans la limite des opérations inscrites au budget et n'ont pas de caractère spéculatif.

Les opérations de couverture consistent principalement en des ventes ou achats de devises à terme (avec une échéance inférieure à 18 mois au 31 décembre 2024).

Les instruments de couverture utilisés sont adossés à des créances ou des dettes commerciales ou financières.

Les gains ou pertes de change potentiels sur ces instruments de couverture, adossés à partir des cours au 31 décembre 2024, sont portés au bilan quand ils concernent des instruments de couverture affectés à des créances ou des dettes.

Les couvertures en place au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

- ventes à terme s'élevant à 13,0 millions d'euros destinées à la couverture des créances commerciales ;
- ventes à terme s'élevant à 121,8 millions d'euros destinées à la couverture des créances financières ;
- achats à terme s'élevant à 224,4 millions d'euros destinés à la couverture de dettes financières.

Par ailleurs, des opérations de couverture de change ont été mises en place pour couvrir des positions budgétaires de l'exercice 2025. Le montant net de ces couvertures à terme s'élève à 269,1 millions d'euros.

La valeur de marché au 31 décembre 2024 de l'ensemble des couvertures budgétaires représente une perte latente de 5,7 millions d'euros.

Au 31 décembre 2024, aucune couverture n'a été mise en place pour couvrir le résultat des filiales étrangères.

La valeur de marché au 31 décembre 2024 des couvertures financières représente un gain latent de 2,5 millions d'euros.

À titre indicatif, le chiffre d'affaires a été réalisé dans les devises suivantes :

En millions d'euros	31/12/2024		31/12/2023	
	12 mois	%	12 mois	%
Euro	1 078,1	66 %	988,9	64 %
Autres				
Dollar US	142,5	9 %	138,8	9 %
Dollar Singapour	129,7	8 %	140,7	9 %
Livre anglaise	70,8	4 %	71,1	5 %
Couronne tchèque	54,6	3 %	44,1	3 %
Franc suisse	41,1	3 %	35,3	2 %
Couronne suédoise	26,5	2 %	24,9	2 %
Rouble russe	3,2	0 %	7,7	0 %
Livre turque	25,0	2 %	21,3	1 %
Rand sud-africain	14,7	1 %	14,4	1 %
Peso mexicain	14,0	1 %	14,0	1 %
Autres devises	40,6	2 %	45,5	3 %
TOTAL	1 640,7	100 %	1 546,8	100 %

19.3 Risque de taux

19.3.1 Exposition au risque de taux

Une obligation à taux fixe Euro PP a été mise en place en juin 2020. Cette obligation est composée d'une souche de 145 millions d'euros à sept ans qui porte un coupon annuel de 1,50 % et l'autre de 55 millions d'euros à 10 ans qui porte un coupon annuel de 1,902 %.

Le crédit-bail immobilier d'un montant de 45 millions d'euros mis en place en 2015 pour le financement du campus de l'étoile est indexé à taux variable. Au 31 décembre 2024, aucune couverture n'est adossée à ce financement.

19.3.2 Instruments de couverture

Au 31 décembre 2024, bioMérieux SA n'a pas de couverture de taux d'intérêts.

NOTE 20 Engagements hors bilan

20.1 Engagements financiers

20.1.1 Engagements donnés

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Avals, cautions et garanties	202,4 ^(a)	158,0
Crédit-bail et loyers	26,1	22,8
TOTAL	228,5	180,8

(a) Dont entreprises liées pour 201,1 millions d'euros.

En 2018, bioMérieux SA s'est portée garante d'un prêt souscrit par bioMérieux Shanghai, dans le cadre du financement de l'acquisition de la majorité des actions composant le capital de la société Suzhou Hybiome Biomedical Engineering Co. Ltd.

Cet engagement s'élève à 79,1 millions d'euros au 31 décembre 2024, contre 76,4 millions d'euros au 31 décembre 2023.

La Société est également engagée dans diverses actions de mécénat pour un montant total de 1,5 million d'euros et pour un montant de 2 millions d'euros auprès de la Fondation Mérieux.

Crédit-bail <i>En millions d'euros</i>	Valeur	Redevances		Dotation aux amortissements	
		exercice	cumulées	exercice	cumulées
Terrain	2,3	0,2	1,7		
Construction	42,1	4,2	31,3	2,4	20,2
TOTAL	44,4	4,5	33,0	2,4	20,2

Crédit-bail <i>En millions d'euros</i>	Redevances restant à payer				Valeur résiduelle
	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Terrains	0,2	0,5		0,7	
Construction	3,7	10,1		13,7	
TOTAL	3,9	10,6		14,4	

20.1.2 Engagements reçus

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2023
Lignes de crédit ouvertes auprès d'un syndicat de banque	600,0	600,0
Autres garanties bancaires	1,1	
TOTAL	601,1	600,0

20.2 Engagements en recherche et développement

Les engagements donnés relatifs à différents contrats de recherche s'élèvent à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2024.

bioMérieux s'est également engagé auprès de l'Association Biocluster au titre d'un partenariat scientifique pour un montant de 22,7 millions d'euros.

20.3 Engagements liés aux autres titres

bioMérieux SA s'est engagée auprès de la société Amorçage Technologique Investissement (ATI) à répondre à de nouveaux appels de fonds à concurrence d'un montant de 0,1 million d'euros.

20.4 Engagements divers

bioMérieux SA s'est engagée auprès de ses fournisseurs pour des achats de matières premières et produits finis pour un montant de 11,6 millions d'euros, sur une période de deux ans.

NOTE 21 Parties liées

21.1 Entreprises liées : postes du bilan

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	1 055,2	1 003,1
Créances d'exploitation	377,9	361,0
TOTAL CRÉANCES	377,9	361,0
TOTAL DISPONIBILITÉS	529,8^(a)	219,9
Dettes d'exploitation	241,3	164,2
Dettes hors exploitation		0,1
Dettes financières	711,8 ^(b)	582,9
TOTAL DETTES	953,1	747,2

(a) Avances faites aux filiales au titre de la trésorerie centralisée.

(b) Avances reçues des filiales au titre de la trésorerie centralisée.

21.2 Entreprises liées : charges et produits financiers

En millions d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dépréciations nettes des reprises des titres de participation	-0,7	-2,3
Revenus des titres de participation	480,3 ^(a)	332,6
Autres produits et charges financiers	-7,3 ^(b)	-14,0
TOTAL	472,3	316,4

(a) Dont distribution de dividendes de bioMérieux Inc. pour 429,5 millions d'euros (cf. note 16.2).

(b) Les autres produits et charges financiers tiennent compte des intérêts nets versés sur les prêts et cash pool pour - 5,7 millions d'euros, des effets de change réalisés et pertes de change latentes, nettes de couvertures, portant sur les dettes et créances financières et autres opérations financières intragroupes pour - 2,1 millions d'euros, et des dotations nettes aux provisions pour risques financiers sur titres pour 0,6 million d'euros.

21.3 Transactions entre parties liées

L'Institut Mérieux, qui détient 58,9 % de la société bioMérieux SA au 31 décembre 2024, a assuré pour elle des prestations de services et de recherche à hauteur de 11,9 millions d'euros sur l'exercice, refacturées à bioMérieux Inc. pour 3,7 millions d'euros et BioFire Diagnostics pour 4,8 millions d'euros. bioMérieux SA a refacturé à l'Institut Mérieux 0,7 million d'euros au titre de charges supportées pour son compte.

Les sociétés du groupe Mérieux NutriSciences Corporation, détenues majoritairement par l'Institut Mérieux, ont été refacturées à hauteur de 4,2 millions d'euros, principalement au titre de prestations de services et de ventes de réactifs. À l'inverse, les sociétés du groupe Mérieux NutriSciences Corporation ont refacturé à bioMérieux SA 0,5 million d'euros pour des achats de matières premières, prestations de services et honoraires.

La société Théra Conseil, devenue Ekno depuis mars 2023, détenue à 33,71 % par l'Institut Mérieux, a facturé des prestations à bioMérieux SA pour 1,8 million d'euros.

bioMérieux SA a versé 5,8 millions d'euros à Mérieux Université, détenue à 40 % par bioMérieux SA, 40 % par l'Institut Mérieux et à 20 % Mérieux NutriSciences Corporation, au titre d'honoraires de formation et lui a refacturé 2,8 millions d'euros de prestations.

bioMérieux SA a versé, au titre de dépenses de mécénat humanitaire, 2,5 millions d'euros à la Fondation Mérieux, dont 0,4 million d'euros sous forme de dons en nature de réactifs. La Société a également mis à disposition du personnel au titre du mécénat de compétence pour 0,1 million d'euros.

bioMérieux SA a refacturé Mérieux Equity Partners à hauteur de 0,4 million d'euros au titre de charges supportées pour son compte.

La société ABL Inc., détenue sur le premier semestre 2024 à près de 100 % indirectement par l'Institut Mérieux, a facturé 1,5 million de dollars à bioMérieux SA, au titre d'une indemnité de fin de contrat.

La société Bioaster a facturé 0,1 million d'euros de frais de recherches à bioMérieux SA.

bioMérieux SA a refacturé des intérêts sur cash pool à la société GNEH pour 0,1 million d'euros.

Le Centre Européen d'Education Permanente (CEDEP), sur lequel un dirigeant de bioMérieux SA exerce une influence notable, a facturé à cette dernière 0,1 million d'euros d'honoraires de formation.

L'association Sport dans la Ville, sur laquelle un dirigeant de bioMérieux SA exerce une influence notable, a reçu de cette dernière un don de 0,1 million d'euros.

6.2.3 Analyse des résultats et autres informations financières

6.2.3.1 Chiffre d'affaires et situation financière

Chiffre d'affaires

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 1 640,7 millions d'euros contre 1 546,8 millions d'euros l'année précédente, soit une augmentation de 6,7 %.

L'évolution du chiffre d'affaires s'explique par la croissance des ventes aux filiales de 25,6 millions d'euros (soit 3 %, en raison principalement des gammes BIOFIRE®), des ventes domestiques de 14,6 millions d'euros (soit 6,4 %), et des ventes à l'export de 8,1 millions d'euros (soit 4,2 %). Les refacturations de services aux filiales augmentent de 45,8 millions d'euros, en raison principalement des *management services* et des prestations informatiques.

Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'établit à 77,8 millions d'euros, soit 4,7 % du chiffre d'affaires. Il affiche une baisse de 12,8 millions d'euros, soit 14,1 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la croissance des frais de personnel de 32,1 millions d'euros, supérieure à la croissance de la valeur ajoutée générée par les ventes de 19,8 millions d'euros.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation, après amortissements et provisions, diminue de 1,2 million d'euros passant d'une perte de 12,6 millions d'euros en 2023 à une perte de 13,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La variation du résultat d'exploitation s'explique par la baisse de l'excédent brut d'exploitation de 12,8 millions d'euros, compensée par la baisse des amortissements et provisions de 13,1 millions d'euros, en raison principalement des provisions de dépréciations de créances en diminution sur 2024 par rapport à 2023.

Résultat financier

Le résultat financier s'établit à 452 millions d'euros en 2024, contre 282,7 millions d'euros l'année précédente.

Cette variation s'explique principalement par la hausse des produits des participations de 165,1 millions d'euros, dont 144,4 millions d'euros provenant de bioMérieux Inc.

Résultat courant

Le résultat courant avant impôt est bénéficiaire de 438,3 millions d'euros, contre 270,1 millions d'euros l'année précédente.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel au 31 décembre 2024 dégage une perte de 3,1 millions d'euros, contre une perte de 5,8 millions d'euros au 31 décembre 2023. Il est principalement constitué des impacts des actions gratuites octroyées sur l'exercice.

6.2.3.2 Affectation du résultat et dépenses non déductibles

Il est proposé d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit la somme de 451 898 978,69 euros et du report à nouveau bénéficiaire de 300 077 151,21 euros, qui constituent le bénéfice distribuable s'élevant à 751 976 129,90 euros, de la manière suivante :

- une somme de 10 000 000 euros sera virée au compte « Réserve générale » qui se trouvera portée de 895 000 000,28 euros à 905 000 000,28 euros ;

Participation des salariés

Aucune participation n'a été dérogée au titre de l'exercice 2024, comme en 2023.

Impôt et crédit d'impôt

L'impôt sur les bénéfices s'élève à un produit net de 16,7 millions d'euros, contre 15,1 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Au titre de l'exercice 2024, la Société n'a pas dégagé de résultat fiscal positif, aucune charge d'impôt sur les sociétés n'a donc été constatée (elle s'élevait à 0,9 million d'impôts au 31 décembre 2023). Des crédits d'impôts ont été constatés en 2024 pour un montant total de 18,4 millions d'euros (principalement crédit d'impôt recherche), contre 17,2 millions d'euros en 2023.

Résultat net

Le bénéfice net s'élève à 451,9 millions d'euros contre 279,3 millions d'euros l'exercice précédent, soit une croissance de 172,6 millions d'euros. Il représente 27,5 % du chiffre d'affaires contre 18,1 % au 31 décembre 2023.

Investissements

Sur l'exercice 2024, les investissements en actifs incorporels s'élèvent à 9,3 millions d'euros concernant principalement les frais d'acquisition de logiciels et de développements de solutions informatiques pour 6,5 millions d'euros, ainsi qu'à l'acquisition des droits de propriété intellectuelle d'Ares Genetics GmbH pour 2,8 millions d'euros.

Les investissements corporels, s'élevant à 75,2 millions d'euros en 2024, ont porté principalement sur la construction d'un nouveau bâtiment industriel pour la biologie moléculaire à Marcy l'Étoile pour 12,5 millions d'euros, la construction d'un bâtiment de recherche et développement à Grenoble pour 8,2 millions d'euros, les investissements engagés pour la production de réactifs sur le site de La Balme pour 3,9 millions d'euros et aux placements d'instruments chez les clients ou pour une utilisation interne à hauteur de 8,6 millions d'euros.

Les immobilisations financières augmentent de 156,6 millions d'euros en valeur brute sur l'exercice 2024, en raison principalement de plusieurs augmentations de capital des filiales pour un montant total de 123,7 millions d'euros, de l'acquisition des titres de la filiale bioMérieux Mexique pour 24,7 millions d'euros, de la prise de participation dans la société SpinChip Diagnostics ASA pour 10,9 millions d'euros, et de l'acquisition de l'intégralité du capital de la société Lumed Inc. pour 9,1 millions d'euros. Par ailleurs, le prêt bioMérieux Inde de 12,4 millions d'euros a été soldé et converti en capital.

- une somme de 0 euro sera virée au compte « Réserve spéciale pour Mécénat » qui restera à 1 020 052,58 euros ;
- une somme de 106 525 098,00 euros est distribuée à titre de dividendes, soit 0,90 euro pour chacune des 118 361 220 actions composant le capital social ; le dividende sera mis en paiement le 11 juin 2025 ;
- le solde, soit 635 451 031,90 euros, sera versé au compte « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne percevra pas de dividende au titre des actions qu'elle détiendrait en propre lors du détachement du coupon. Le montant correspondant de dividende sera affecté en « Report à nouveau ».

En l'état actuel de la législation fiscale française, les dividendes distribués aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont taxés en deux temps :

- lors de leur paiement, ils sont soumis, sur leur montant brut, à un prélèvement forfaitaire non libératoire (PFNL) de 12,8 % perçu à titre d'acompte d'impôt sur le revenu (article 117 *quater* du Code général des impôts), et à des prélèvements sociaux de 17,2 %. Les contribuables modestes peuvent demander à être dispensés du PFNL ;
- l'année suivante, ils sont soumis :
 - à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire de 12,8 % (prélèvement forfaitaire unique),

- ou, sur option, au barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, un abattement de 40 % (article 158, 3 2° du Code général des impôts) est applicable.

Le PFNL de 12,8 %, prélevé l'année du paiement, est imputable sur cet impôt sur le revenu. L'excédent est, le cas échéant, restituable.

Les sommes distribuées au titre de dividendes pour les trois précédents exercices, sont décrites au § 7.6.

Dépenses non déductibles fiscalement

Les comptes de l'exercice écoulé supportent une dépense non déductible du résultat fiscal visée par les dispositions prévues aux articles 223 *quater* et 223 *quinquies* du Code général des impôts, d'un montant de 947 279 euros, correspondant à la fraction des loyers et amortissements non déductibles des véhicules loués et achetés par bioMérieux SA. L'impôt sur les sociétés au taux de base acquitté à ce titre s'est élevé à 236 819,75 euros.

6.2.3.3 Tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices (article R. 225-102 du Code de commerce)

	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021	Exercice 31/12/2020
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (en euros)	12 029 370	12 029 370	12 029 370	12 029 370	12 029 370
Nombre des actions ordinaires existantes	118 361 220	118 361 220	118 361 220	118 361 220	118 361 220
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	0	0	0	0	0
Nombre maximal d'actions futures à créer	0	0	0	0	0
Par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
Par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (en euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	1 640 669 144	1 546 836 131	1 463 637 568	1 456 769 994	1 301 088 081
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	525 254 812	389 497 738	97 769 544	290 693 609	112 241 543
Impôts sur les bénéfices ^(a)	-16 703 792	-15 053 148	-19 034 981	13 129 696	-18 444 155
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	2 013 060	2 031 081	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	451 898 979	279 345 022	86 966 342	205 625 092	23 812 951
Résultat distribué ^(b)	106 525 098	100 607 037	100 607 037	100 607 037	73 383 956
Distribution exceptionnelle prélevée sur la réserve générale	0	0	0	0	0
III. RÉSULTATS PAR ACTION (en euros par action)					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions	4,58	3,42	0,97	2,33	1,10
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3,82	2,36	0,73	1,73	0,20
Dividende attribué à chaque action	0,90	0,85	0,85	0,85	0,62
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice ^(c)	4 137	4 048	3 913	3 798	3 697
Montant de la masse salariale de l'exercice (en euros)	303 743 511	283 171 106	268 158 102	245 899 960	228 271 773
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales) (en euros)	136 268 027	124 700 151	115 313 012	111 759 753	99 680 527

(a) Les montants négatifs correspondent à des produits d'impôt.

(b) Sous réserve du dividende non versé aux actions propres détenues au moment de la mise en paiement.

(c) Hors stagiaires et VIE, données corrigées par rapport à celles précédemment publiées par souci d'homogénéisation du dénombrement des effectifs.

6.2.3.4 Information sur les délais de paiement

Dettes fournisseurs au 31 décembre 2024 par dates d'échéance

Conformément à l'article D.441-4 du Code de commerce, les factures reçues non réglées au 31 décembre 2024 dont le terme est échu, se décomposent comme suit :

FACTURES FOURNISSEURS (HORS GROUPE)

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Total (1 jour et plus)
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	74	39	44	24	47	154
Montant total des factures concernées (TTC)	962 353	422 326	416 240	315 767	247 822	1 402 155
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	0,16 %	0,08 %	0,07 %	0,06 %	0,05 %	0,25 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues			146			
Montant total des factures exclues (TTC)			1 660 537			
(C) DÉLAI DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉ (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai contractuel : de 0 à 45 jours fin de mois, selon le contrat					

FACTURES FOURNISSEURS (HORS GROUPE ET GROUPE)

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Total (1 jour et plus)
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	74	68	67	53	120	308
Montant total des factures concernées (TTC) ^(a)	962 353	40 555 998	13 055 258	23 342 049	19 850 214	96 803 519
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	0,08 %	3,75 %	1,20 %	2,15 %	1,83 %	8,94 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES DETTES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues			160			
Montant total des factures exclues (TTC)			3 399 685			
(C) DÉLAI DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉ (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délai contractuel : de 0 à 60 jours fin de mois, selon le contrat pour les fournisseurs					

(a) Des factures auprès des filiales du Groupe, en attente de validation, sont en retard de règlement par rapport aux conditions de règlement contractuelles pour près de 87 millions d'euros.

Créances clients au 31 décembre 2024 par dates d'échéance

Conformément à l'article D.441-4 du Code de commerce, les factures émises non réglées au 31 décembre 2024 dont le terme est échu se décomposent comme suit :

FACTURES CLIENTS (HORS GROUPE)

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	1 393	1 784	1 045	433	1 893	5 155
Montant total des factures concernées (TTC)	4 437 383	6 247 202	3 910 443	813 382	736 294	11 707 320
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	0,89 %	1,26 %	0,79 %	0,16 %	0,15 %	2,36 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues			2 494			
Montant total des factures exclues (TTC)			18 579 170			
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : France : entre 30 jours fin de mois et 60 jours nets Export : entre 30 jours nets et 120 jours nets					

FACTURES CLIENTS (HORS GROUPE ET GROUPE)

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) TRANCHES DE RETARD DE PAIEMENT						
Nombre de factures concernées	1 396	2 153	1 250	492	2 270	6 165
Montant total des factures concernées (TTC)	4 437 242	10 572 686	6 565 532	2 341 160	10 314 956	29 794 334
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice	0,27 %	0,63 %	0,39 %	0,14 %	0,62 %	1,78 %
(B) FACTURES EXCLUES DU (A) RELATIVES À DES CRÉANCES LITIGIEUSES OU NON COMPTABILISÉES						
Nombre de factures exclues			3 090			
Montant total des factures exclues (TTC)			37 878 953			
(C) DÉLAIS DE PAIEMENT DE RÉFÉRENCE UTILISÉS (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : France : entre 30 jours fin de mois et 60 jours nets Export : entre 30 jours nets et 120 jours nets					

6.2.4 Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société bioMérieux,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société bioMérieux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 et le paragraphe « 8.1. Principes comptables » de la note 8 de l'annexe des comptes annuels qui exposent le changement de méthode comptable consécutif à l'application du règlement ANC n° 2024-02 relatif à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Les titres de participation figurent au bilan pour un montant net de M€ 1 042 au 31 décembre 2024 et représentent 30,4 % du total bilan.

Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et dépréciés dès lors que leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition. Comme indiqué dans la note 3.3 de l'annexe des comptes annuels, la valeur d'utilité est estimée par la direction soit :

- en prenant en compte les actifs nets comptables de la filiale à la date d'arrêté pouvant éventuellement être corrigés de la valeur des actifs identifiables non comptabilisés (notamment immobiliers ou technologiques) ;
- compte tenu de la spécificité de certaines participations, sur la base des flux de trésorerie prévisionnels actualisés ou en se basant sur des données financières observables de marché.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées (flux de trésorerie, taux d'actualisation, etc.).

A ce titre et du fait de l'importance de ces actifs au bilan, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé de l'audit.

Notre réponse

Nous avons apprécié la méthode d'évaluation retenue et les éléments chiffrés sur lesquels elle repose.

Pour les évaluations s'appuyant sur des éléments historiques, le cas échéant corrigés de la valeur des actifs identifiables non comptabilisés, nos travaux ont consisté principalement à examiner la concordance des actifs nets utilisés avec les comptes des entités concernées, ayant fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques, et à étudier si les ajustements opérés, le cas échéant, sont fondés sur une documentation probante.

Pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels, nos travaux ont consisté principalement à :

- apprécier la cohérence des prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées avec les données prévisionnelles présentées par la direction dans le cadre du processus budgétaire ;
- analyser la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- réaliser notre propre évaluation du taux à retenir pour l'actualisation des flux et comparer celle-ci à celle de votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-4, L. 22-10-10 et L. 22-10-9 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-11 du Code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société bioMérieux par votre assemblée générale du 30 mai 2017 pour le cabinet GRANT THORNTON et du 30 mai 2012 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2024, le cabinet GRANT THORNTON était dans la huitième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la treizième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon, le 14 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International

Jean Morier

ERNST & YOUNG et Autres

Sylvain Lauria